

LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu

n° 167 - Mai 2012ko Maiatza - 2 €



Oui à la Collectivité Territoriale



**Accords
de Schengen
p. 6**

**Université
p. 7**

**Agir en
Pays Basque
p. 9 à 12**

**Elections
présidentielles
p. 16 à 17**

**Les centristes basques
Abertzale bakezaleak**


**eaj
pnb**
www.eaj-pnb.eu



Pour la Collectivité Territoriale spécifique

L'avis du Conseil de Développement reprend l'historique de la démarche et les différentes étapes de ce processus. Face au besoin ressenti d'une gouvernance forte à l'échelle du Pays Basque, seule la Collectivité Territoriale à statut particulier est à la hauteur de cet enjeu.

Conclusion de l'avis du Conseil de développement

« Pour de multiples motifs, notre dispositif a atteint ses limites et doit évoluer afin de répondre aux besoins du territoire. Le projet de territoire doit impérativement s'appuyer sur une structure juridique territoriale assurant la reconnaissance identitaire et disposant de compétences propres. Au terme de plusieurs mois de réflexion sur les missions d'action publique qu'il serait souhaitable de porter à l'échelle du Pays Basque et d'une expertise juridique sur les formes d'organisation les plus adaptées, le Conseil de développement conclut sur la nécessité d'évoluer vers une collectivité territoriale à statut particulier.

Il invite le Conseil des élus à se saisir de ses préconisations dans les meilleurs délais pour élaborer une proposition commune sur ce que pourrait recouvrir une collectivité territoriale – les domaines d'actions, les compétences, l'articulation avec les autres collectivités, les moyens (et notamment, la fiscalité), ainsi que la complémentarité entre cette institution et le Conseil de développement.



Le bureau du Conseil de Développement rend public l'avis

Suivant les conclusions des juristes, il souligne l'attention toute particulière qu'il convient de porter aux modalités de préparation de cette proposition. Le débat doit être objectif, le plus dépassionné possible. Il doit rechercher l'adhésion du plus grand nombre. Un calendrier doit être fixé ainsi que les différentes modalités d'arbitrage en interne et en externe (y compris les formes de consultation).

Le groupe de travail qui préparera cette proposition devra être représentatif de l'ensemble des points de vue qui s'expriment sur la question de l'institution du Pays Basque et

être le reflet de la diversité des acteurs (institutions, socio-professionnels...)

À l'instar des états généraux de la démocratie territoriale organisés par le Sénat à la fin de l'année et de la formation du nouveau gouvernement, des opportunités nationales permettant d'examiner et de donner suite à une proposition sur l'organisation et la gouvernance du Pays Basque, peuvent se présenter dans les prochains mois. Il conviendra d'être au rendez-vous au bon moment et au plus tard au début de l'automne 2012. »

La Collectivité Territoriale du Pays Basque légitimée

EAJ-PNB est satisfait de l'avis adopté par le Conseil de Développement, en faveur de la Collectivité Territoriale à statut particulier. Cet avis est légitimé par une approbation à une large majorité. Cela montre l'évolution positive de la société civile. Cette option institutionnelle devient désormais prioritaire. Même si pour l'heure, les élus ne se sont pas prononcés, le top départ de la course en faveur de la Collectivité Territoriale est lancé. EAJ-PNB constate que son projet institu-

tionnel de Collectivité Territoriale spécifique, présenté en 2002, puis, actualisé en 2009 correspond à l'option choisie par le Conseil de Développement. Nous sommes persuadés que dans son noyau dur, ce projet viable doit cumuler les compétences d'un département, d'une région et doit expérimenter pour :

- simplifier la vie des administrés : guichet unique pour les associations et les particuliers...

- gagner en efficacité : gestion d'un réseau de transport, gestion commune des collèges et des lycées, développement économique de proximité et transfrontalier...
- impulser une véritable coopération avec 2 régions leader, en Europe : la Communauté Autonome Basque et la Communauté Forale de Navarre.
- la politique foncière, la gestion des fonds européens et un statut régional de l'euskara.



Dans la continuité

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier ici l'équipe sortante de l'IBB avec laquelle j'ai eu le plaisir de travailler. En effet, nous avons travaillé pour être présents lors de chaque élection. Nous avons actualisé le projet, réalisé en 2002, de la Collectivité Territoriale du Pays Basque. En novembre 2009, nous avons présenté ce projet institutionnel, en premier lieu à Batera. Depuis, ce document a été approfondi et nous poursuivons cette réflexion. Pendant plus d'un an, notre mensuel LEMA a précisé et approfondi certains aspects de ce projet : budget, LGV, CTPB, institution corse...

Nous ne sommes pas propriétaires de cette réflexion mais EAJ-PNB tient à partager, sur la base du respect mutuel et chacun dans son rôle. En Communauté Autonome Basque, EAJ-PNB a été le précurseur des statuts d'autonomie de 1936 et de 1979. Aujourd'hui, en Pays Basque Nord, EAJ-PNB a le devoir d'enrichir le débat institutionnel. EAJ-PNB est un parti ouvert et constructif.

Le dimanche de Pâques, nous avons célébré le 80^{ème} anniversaire de l'Aberri Eguna (le jour de la patrie) à Bilbao. En effet, EAJ-PNV organise le premier Aberri Eguna à Bilbao le 24 mars 1932 et depuis nous le célébrons tous les ans.

Sous la dictature, l'Aberri Eguna était totalement interdit et les voies d'accès à Gernika fermées par la police franquiste. Malgré le danger et les difficultés, nous savions que nous allions découvrir l'ikurriña, quelque part, flottant dans les hauteurs. Nous célébrons l'Aberri Eguna dans la clandestinité. Cela était toujours un moment très émouvant.

Pendant la période de transition, tous les partis célébraient l'Aberri Eguna. Nous ne devons pas oublier que cette année est le 75^{ème} anniversaire du bombardement de Gernika (26-04-1937), qui n'est toujours pas reconnu par Madrid. Voici un passage du « Manifeste de Trucíos » rédigé par le Lehendakari Aguirre le 30-06-1937 : « Nos ennemis invoquent le droit à la conquête.

Nous le nions pour toujours. Même si le territoire est conquis, l'âme du peuple basque ne le sera jamais ». Aujourd'hui, nous vivons une période de transition vers la paix définitive et la réconciliation. C'est l'objectif à atteindre. La Paix réclame un effort de tous et il faut saisir la plus petite opportunité. Il est nécessaire de reconnaître le travail fondamental pour la Paix d'Iñigo Urkullu, président d'EAJ-PNV, tant à Madrid auprès de Rodriguez Zapatero qu'auprès de Batasuna, afin qu'ils puissent agir et faire le nécessaire avant le changement de gouvernement. Il continue à accomplir ce travail dans la discrétion.

Tout ceci nous donne la force de poursuivre notre voie. Je suis heureuse d'accueillir le nouveau IBB afin de continuer avec le même programme. J'exige du respect et de l'efficacité.

Txaro Goikolea

Ikastoletako haur maiteak, ama eskolatik
Terminalaraino, zuen ikasketa guziak egin dituzue
osoki euskaraz Hezkunde Nazionalaren oneziari esker.
Beraz orain Batxilergoko froga guziak iraganen
dituzue...



EN FRANÇAIS !

Chers enfants des Ikastolas, depuis la maternelle jusqu'à la Terminale, grâce à la bonté de l'Éducation Nationale, vous avez fait toutes vos études en basque. Donc, maintenant, vous allez passer les épreuves du Bac...



Plus de bilinguisme

Ouverture d'une classe à l'école de Villefranche, d'une section dans les collèges de Tardets et Saint-Palais et lancement d'une expérimentation d'enseignement en immersion à Biarritz - Alsace, ce sont les nouveautés à venir pour l'enseignement bilingue à la rentrée 2012 / 2013.

Ce qui conforte l'offre bilingue en Pays Basque, où la majorité des écoles propose ce type d'enseignement. Pour autant, des difficultés subsistent notamment quand le milieu enseignant et / ou les parents n'adhèrent pas au principe du bilinguisme. On l'a notamment vu dans 2 écoles à Anglet et Ustaritz où s'est manifestée une opposition à la création d'une section bilingue.

La tournée du professeur Dalgalian

La fédération de parents d'élèves Ikas bi a eu la bonne idée d'inviter Gilbert Dalgalian pour des conférences aux 4 coins du Pays Basque. Professeur français d'origine turco-arménienne, ayant vécu en Allemagne et en Afrique, il est l'avocat idéal d'une cause, le bilinguisme, qui ne devrait avoir que des ambassadeurs. S'il aime mettre les points sur les « I » (les enfants bilingues ont de meilleurs résultats à l'école que les monolingues et non l'apprentissage du basque ne se fait pas au détriment du français), il aime aussi mettre en avant l'épanouissement personnel de l'enfant. « Les enfants bilingues sont plus libres et plus spontanés que les autres ». Et après l'avoir écouté, on le croit volontiers, même si cela fait longtemps qu'il n'est plus un enfant...

Les langues dans la rue

Combien étions-nous dans les rues de Bayonne le 31 mars dernier pour affirmer notre soutien à l'euskara ? Près de 7 000 d'après les organisateurs de ce rassemblement qui demandent l'officialisation des langues régionales. On notera que dans cette France officiellement monolingue, des rassemblements ont eu lieu le même jour un peu partout : à Toulouse (25 000 personnes), Quimper (12 000), Perpignan (6 000), Strasbourg, Ajaccio ou encore Lille. Bien souvent, des élus, ceints de leur écharpe étaient bien visibles en tête des cortèges. Reste maintenant, pour les futurs dirigeants de la République, à passer des paroles aux actes.

L'union oui mais

Les différents partis de la gauche abertzale ont décidé de lancer un mouvement d'union. Ce qui les a longtemps séparé, c'est la condamnation de la violence à des fins politiques. Depuis que l'ETA a décidé de ne plus faire parler les armes, le rapprochement était devenu naturel. Un rapprochement qui, en Pays Basque sud, a porté ses fruits avec les bons résultats électoraux de la coalition Amaiur.

Ici, au nord, les choses semblent un peu plus compliquées. Si AB et Batasuna prennent la voie de l'union, pour EA, le chemin est plus tortueux. Les 2 premiers ont décidé de partir sous les couleurs de la coalition Euskal Herria bai pour les législatives de juin prochain. EA Iparralde contacté, a dit oui à l'union, mais avec... Europe Écologie les Verts ! Au delà des réunions bien animées que tiendront les différentes tendances de la nouvelle et future coalition, cette alliance clarifie le paysage politique basque. Désormais, l'électeur abertzale aura le choix entre 2 projets politiques bien définis : celui de la gauche abertzale et celui des centristes basques d'EAJ-PNB.

Singulier Pays Basque

Quand il vote, le Pays Basque continue de se distinguer de son voisin béarnais. S'il a placé François Hollande en tête (28%) comme le Béarn (31.4%) c'est de peu, puisque Nicolas Sarkozy réalise 27.2% (20.8% seulement en Béarn). Si François Bayrou perd des positions c'est surtout au Pays Basque où il ne rassemble que 13.9% des électeurs (contre 17.1% en Béarn). Si Marine Le Pen dépasse la barre des 10% (11.1%) elle attire moins d'électeurs qu'en Béarn (12.9%). Et la démonstration pourrait se poursuivre avec Eva Joly qui réalise +1.2% en Pays Basque, tout comme Poutou près d'1% de plus. Et un simple coup d'œil sur la carte électorale suffit à finir par se convaincre de cette singularité : si tous les cantons béarnais ont placé le candidat PS en tête, il ne vire en tête que dans 9 cantons basques sur 21.

La santé s'organise

Après les Clusters de l'agro-alimentaire (Uztartu), du BTP (Eskal eureka) ou encore du tourisme (Goazen) est né celui de la santé. Baptisé Osasuna et présidé par Philippe Ducasse, il réunit les acteurs d'une filière qui représente près de 17 000 emplois en Pays Basque. Son but ? Réunir des professionnels du secteur de la santé pour met-

tre en place des projets innovants qui soient bénéfiques pour tous. Et cela, même si ces acteurs sont des concurrents commerciaux. Il est encore un peu trop tôt pour savoir ce qui sortira de Osasuna, mais des pistes pourraient être très vite explorées dans la mutualisation des moyens ou dans la formation aux métiers de la santé du futur.

Des mascarades sur le fil

Après une saison très courte en 2011, 2012 aura failli être la première année sans mascarades en Soule. Mais c'était compter sans un groupe d'anciens élèves des ikastola. Une quarantaine de jeunes de 15 à 35 ans n'a pas hésité à bousculer la tradition (traditionnellement, c'est un groupe de jeunes d'un même village qui les organisent) pour mieux la faire vivre. Si les kauter, buhame et autres aitzindari sont bien présents, c'est d'une façon nouvelle : il y a beaucoup de filles dans des rôles autrefois réservés aux garçons ! Comme ils le disent en chœur : c'est un clin d'œil à notre société où il y a autant d'hommes que de femmes. Cette année sera aussi la première depuis longtemps, où tous les participants aux mascarades parlent basque. Seul bémol : le calendrier des sorties a dû être limité à 6 et il ne vous reste plus que 2 chances pour voir les mascarades 2012 : à Camou Cihigue le 6 mai et à Herri urrats le 13 mai !

Calendrier complet pour les pastorales

Restons en Soule et après les mascarades, parlons pastorales. Là, pas d'inquiétude sur la pérennité de l'antique théâtre populaire souletin. Le calendrier est complet au moins jusqu'en 2018 !

Cet été, c'est Arrokiaga qui jouera Ameriketean Euskaldunak alors que le village voisin de Sohüta prépare René Cassin pour 2013. L'année suivante, c'est Garindaine qui se lancera sur les planches avec l'histoire des bohémiens en Pays Basque. En 2015, c'est le duo Zalgize-Iruri qui contera la vie du père Lhande et en 2016 c'est la capitale de Basabürüa, Atharratze, qui organisera la pastorale de l'année. En 2017 suivra Altzai-Lakari et en 2018 on parle même de Pagola ! Pour patienter jusque là, les xiberotar alliés au nafatar préparent Amaiur, un spectacle écrit par Pier Pol Berzaitz. Il sera joué cet été dans le Baztan, sur les lieux même de la célèbre bataille et au château fort de Maule.



Durango eta Gernikako bonbardaketek 75 urte aurten

Martxoaren 31n duela 75 urte bonbardaketa gogor bat egin zuten piloto aleman eta italiarrek Durangoren kontra. Aintzinetik Molak abisatua zuen : « Errautsiko dut Bizkaia ». 31ren bezperan oraindik bizirik den Jon Lasuen Otxandiotarrak ekarri dio Durangoko andere Alkateari, Aitziber Irigoras- i antortxa berezi bat bonbardaketa orroitzeko, Santa Maria elizaren portiko aurrera.



Josune Ariztondo

« Ez dugu ahanzen ahal, ez dugu ahanzi nahi, ez dugu ahanzi behar » erran du alkateak. Gero Ikusgarri bat eman dute memento hortaz Orroitzeko. Dena Bizkaiko Diputazioaren ardura pean.

26 egun Durangokoaren ondotik gertatu zen Gernikakoa. « Zerutik sua dator » da egun hori orroitzen duen Lema.

« Sustrai erreak 2, Gernika 1937 » deitzen da Diputazioak atera liburu ederra 2 hizkuntzetan memoria bizirik atxikitzeko ; Jesus Mari Lazkano- ren margo eder bat dakar barnean : « *Hor batzen ditut Santa Maria elizaren puxka hautsiak beste toki batzuetakoekin, orduko argazkiekin egina. Hautatu dut ilun nabarren mementoa, zerua gorritz erretzen, kolore azkarrekin.* »

Josune Ariztondo Bizkaiko Diputazioan Kultura arduradunak hitz hauek erran ditu bilkura bukatzean : « *Faxistek beti mespretxatzen dute libertatea eta hil arte gudukatzen dute bai eta saiatzen dira herrien borondate demokratikoa ixil arazten. Baina ez dute lortu, ez altxamendu militarrekin, ez eta 40 urte diktadorekin.* »

Orroitarazi zuen Diputazioaren proiektuak 3000 bizkaitar mobilizatu zituela « Zerutik sua dator » dokumentalean. Urte bat iraun du ekitaldi horrek belaunaldien arteko transmisioa segurtatutzeko bonbardeatuak izan ziren 37 udal herrietan. Bukatzeko galde egin zuten Pikassoren margoak egon behar zuela Gernikan.

Herria astekariaren Biltzar Nagusia Donibane Garazin

Astekari hori aita Piarres Lafittek abiatua 1944 ean, dena euskaraz da. Lafitten ondotik, Emile Larrek zuzendu du 33 urtez eta segitu idazten. Egun hortan ohoratua izan da bere lana gatik. Pettan Idiart Makeako berrikerari suharrak eskaini dio egurrezko eskultura pollit bat berak egina eta J. L. Lakaren bertsu ederrak ere entzun ditu. Azken urte hauetan Peio Jorjuria bidarritarrak eremaiten du Herria alegeraki eta kuraiatz beterik. Erran behar da Herria moldatzeko jiten dela inprimeriara, Peio laguntzera, Ezpeletatik Maurice Dolharé. Herria ren indarra izan da beti aste guziz beren idazkiak igortzen dituzten herrietako 40 bat berrikerari. Jamattit Dirassar luzaz kazetari profesional izana, elkartearen presidentak, betetzen ditu anitz lerro eta artikulu funtsezkoak eta interesantak. Peio berak maketazioaz gain eguneroko berriak aipatzen ditu euskara zuzen eta errex batean. Errotabèhèrek hego aldeko berriak seriooki segitzen, erlisionekeo artikulu bat sakona bada aldi oro. J. Haristchelhar lehendakari ordeak aste guziz emaiten ditu « pontto zorrotzak aktualitateaz » eta telebixtaren berri. Herriaren beste berezitasun interesgarri bat da euskal diasporaren berri emaiten duela Joseba Etxarriren artikulua- rekin. Bestalde badira herrietako berri nasaiez gain beste artikulu batzu kultur ekintzetaz.

Orain pilotaz mintzo dira Etienne eta Mixel Etxeto, mundu zabaleko berriez Manex Pagola eta R. Kanblong. Oro har astekari biziki interesant eta aberatsa da Herria eta dena euskara on eta errex batean. Holako laneri esker gure herriak atxikitzen du bere arima.

Biltzar Nagusira jin da Jacques Delpech udaletxearen izenean eta artoski miatuak izan dira konduak. Laguntza nagusiak abonamenduez gain dira EEP ren diru laguntza bai eta 30 herrik urtero emaiten duten sosa. Konduak orekatuak dira abonamenduetatik doi bat beheiti izana gatik.

Giro alai batean egin da bazkaria euskal kantu ederrekin, boz ederrek emanik. Ohore euskararen langile guzietan, E. Larre ohorezko zuzendaritik hasiz eta Peio Jorjuria neka ezina baita Maixan Dolharé sekretario xintxoraino ahanzi gabe herri guzietako berrikerariak !

Benat Souléren liburu aberatsa eta Arnaut Abadiari buruzkoa

Anitz liburu euskaraz eta batzu frantsesez agertu dira Eguberriz geroz. Hoietan bat arras berezia eta baliosa aipatu nahi dugu, Benat Soulék egina : « Neurtizlari, Bertsulari, Iparralde, Euskaltzaleen Biltzarrak argitaratua. Hor bildu ditu iparraldeko 142 koblakariren ezaugarriak. Urte luzetako miaketen fruitua. 292 orrialde eder dituen liburua hasten da Eihalarreko Benat Detxeparetik (1490 sortua) bururatzeko Aitor Sarasuarekin (1967 n sortua). Bertsulariak sor urtearen arabera saijkatuak dira, xaharretetik hasita. Bakotxarentzat badira bere biziaren ezaugarri nagusiak. Gero bere obra, xapelketak eta sariketak. Bertsulari bat hurbiletik eza- gutzeko parada. Aintzin solasa Haristchelharena da eta marrazkiak Patxi Garate uztariztarrarenak. (Prezioa 15€)

Arnaut Abadie (1843-1916) Larresoroko Seminarioko Buru izanarentzat Kepa Atonagak egin du liburu eder eta interesantea haren laborantzari buruzko artikulu andana bilduz, Asiskoren marrazkiekin. Denek dioten bezala Arnaut Abadiaren euskara osoki ederra da. Altonagak egin dio sar hitz bat luzea eta aberatsa. Pamielak agertua da (200 orrialde) eta Idazlen Biltzarrean Saran atxeman dugun (beste askoren artean) altxor bat da. Milesker Kepa !

Kiroletan

Lehenik Aupa Athletik ! Futboleant : Europako Xapelketa batean final erditan da Manchester handia bentzutu ondoan eta Shackle 4 alemana ere.

Bigarrenik Aupa Xala ! Binakako pilota xapelketan Laskurainekin berriz finalean baita Titin eta Merinoren aurka : finala apirilaren 29n Bilbon.



Les accords de Schengen ont bon dos...

La construction européenne a été peu présente dans la campagne présidentielle française, et lorsqu'elle a été évoquée, elle a trop souvent joué le rôle de bouc émissaire, à l'instar des déclarations du candidat Sarkozy qui a menacé de suspendre la participation de la France à l'espace Schengen.

En 1985, l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg, et les Pays-Bas décident de créer entre eux un territoire sans frontières, l'espace Schengen, dans lequel les personnes circulent librement. Cet espace s'est progressivement étendu à d'autres États, et il regroupe aujourd'hui 22 pays de l'Union européenne et 4 États associés (Islande, Norvège, Suisse et Liechtenstein).

Un principe et des contre-parties

La convention de Schengen repose sur un principe simple : la disparition des frontières intérieures et le renforcement des frontières extérieures (terrestres, portuaires et aéroportuaires) pour assurer la sécurité des citoyens au sein de cet espace de libre circulation. Pour ce faire, existent des règles communes de franchissement et de contrôle des personnes aux frontières externes : mêmes documents demandés, liste commune des pays pour lesquels un visa est nécessaire, harmonisation des modalités de contrôle et du traitement des demandeurs d'asile.

Autre contrepartie de la libre circulation, le Système d'Information Schengen (SIS) est une pièce essentielle du dispositif : il permet des échanges d'information sur les personnes signalées, en matière d'immigration ou de procédure judiciaire. Il s'agit donc d'un système très perfectionné de coopération permettant de veiller à ce que la liberté de circulation ne s'accompagne pas d'une moindre sécurité.

Des aménagements toujours possibles

Par ailleurs, il faut noter que les États ont la possibilité de rétablir leurs contrôles aux frontières nationales, de façon encadrée et limitée dans le temps, pour des raisons de sécurité et d'ordre public. Et, ils ne se privent pas d'utiliser ces leviers.

Toujours sujet à débat, la réforme de l'espace Schengen a connu un rebondissement suite aux événements du « printemps arabe » de 2011. Face à l'afflux de migrants tunisiens et libyens sur les côtes italiennes, la France et l'Italie ont demandé aux institutions européennes une modification des règles de Schengen lors de circonstances exceptionnelles. Des négociations sont en cours sur un éventuel aménagement de l'accord.



© Copyright : eu2005.lu/ONT

Une œuvre sculpturale réalisée en l'honneur des accords de Schengen

L'acquis communautaire

Aussi, la menace du candidat Sarkozy d'une suspension unilatérale des accords de Schengen pose-t-elle question. D'abord, l'on ne peut pas « suspendre » comme l'on veut ces accords. Tous ceux qui sont admis dans l'espace Schengen ne peuvent le quitter, pas plus que l'on ne peut quitter ou suspendre la zone Euro, la Politique Agricole Commune ou la politique de concurrence : il s'agit de l'acquis communautaire. L'Union est bâtie sur le respect de la norme : s'en affranchir reviendrait à menacer l'ensemble de l'édifice... Le seul moyen de quitter cet espace de libre circulation serait de quitter l'Union européenne purement et simplement !

Un État peut certes renégocier les règles européennes mais il ne peut décider d'une suspension unilatérale du droit européen à son égard, sous peine de sanctions. C'est en commun que les normes européennes sont élaborées et ce n'est qu'en commun qu'elles peuvent être revues : comme les autres États-membres, la France a

accepté, dans l'exercice de sa souveraineté, le jeu des règles communautaires.

Les risques d'un retour en arrière

À travers sa déclaration, le président-candidat met aussi à mal le principe même de gestion collective de l'espace européen de libre circulation des personnes, et ce, au profit d'une vision souverainiste des frontières. Sortir du système Schengen serait un non-sens qui rendrait moins efficaces les contrôles aux frontières extérieures et la lutte contre l'immigration clandestine, tant en termes de moyens – aujourd'hui mutualisés – qu'en matière de partage d'informations et de coopération.

Par ailleurs, il convient d'éviter les amalgames : chaque pays de l'espace Schengen demeure libre d'admettre qui il veut sur son territoire pour un séjour de plus de trois mois. En liant la question de l'immigration à celle de Schengen, Sarkozy mélange la logique de liberté de circulation dans un espace commun avec les migrations de moyen ou de long terme.

Revenir à l'esprit européen

Le système Schengen est sûrement imparfait, mais plutôt que de remettre en cause le principe de libre circulation, ne faudrait-il pas plus de confiance mutuelle entre les États ?

En matière d'immigration, comme pour d'autres sujets d'ailleurs, les défis ne pourront être relevés qu'ensemble, tant il est évident que les solutions ne seront trouvées qu'à l'échelle du continent, en jouant le jeu d'une Europe plus intégrée et plus efficace, afin de ne rien céder aux extrémismes.



Maité Lafourcade : « les décisions prises à Pau pour Pau »

Maité Lafourcade, professeur émérite de l'UPPA a une longue expérience de la vie universitaire locale. Elle a vécu pendant des années l'importance de la localisation du centre de décision universitaire, à Pau. Cela détermine les comportements, les logiques de réflexion centrées sur Pau.

Durant quelle période avez-vous siégé au Conseil d'Administration de l'université ?

J'y suis restée longtemps, durant les années 70, jusqu'en 1991. J'étais alors assistante, puis maître de conférences. Lorsque j'ai obtenu le grade de Professeur, j'ai cessé d'y siéger. Il s'agit de l'instance de décision centrale de l'université. J'ai également siégé au Conseil de la Faculté de Droit.

Quelle était la place du Pays Basque dans ce CA ?

J'étais la seule Basque. Les autres étaient Béarnais. J'ai été élue grâce à l'appui d'amis béarnais qui m'estimaient. La dimension basque n'entraînait pas en ligne de compte dans leur choix. Bayonne n'existait pas. Tout était centré sur Pau. Il s'agissait de développer l'université de Pau. Bayonne n'étant pas leur lieu de vie, aucune réflexion n'était menée en direction du Pays Basque.

Est-ce que cela a changé ?

Aujourd'hui, le Conseil d'Administration de l'Université est toujours composé d'une majorité de Béarnais et même s'il y a désormais un pôle universitaire à Bayonne, toutes les décisions sont prises à Pau. Bayonne n'est pas leur priorité. Aujourd'hui, ils se battent surtout pour sauver leur université.

Comment expliquez-vous cette situation ?

Nous, Basques, sommes également responsables de cette prépondérance béarnaise. Lorsque nous faisons des appels à candidature pour recruter des professeurs, les Basques ne répondaient jamais. À croire que chez nous, personne ne fait d'études supérieures ! En général, ce sont des assistants de l'université de Pau qui étaient recrutés. Le jury les connaissait bien et leur donnait la priorité. Ces assistants étaient pour la plupart béarnais ou vivaient en Béarn, d'où un système qui s'auto-alimentait. Ensuite, l'élection au Conseil d'Administration est un jeu de connaissances, de relations humaines.

Pourtant, il y a aujourd'hui une antenne de l'université à Bayonne ?

Oui, cela est dû à un concours de circonstances. J'ai participé à la création de cette antenne bayonnaise avec Henri Grenet, le maire de Bayonne à l'époque. Un ingénieur de Biarritz me dit un jour : « une délégation de l'université de Bordeaux est venue voir le maire de Biarritz pour créer une faculté à Biarritz ». J'ai immédiatement réagi avec la ferme conviction de tirer profit de cette opportunité. J'ai exposé la situation à mes amis béarnais du Conseil d'administration : « si nous n'étendons pas notre université à Bayonne, l'université de Bordeaux s'implantera à Biarritz ». C'est ce jeu de concurrence qui a fait bouger les choses, grâce surtout à l'implication déterminée de Henri Grenet.

Cette antenne bayonnaise a-t-elle une autonomie de décision ?

Pratiquement pas. Toutes les décisions importantes sont toujours prises à Pau. Bien souvent, les enseignants universitaires sont peu connectés à la vie locale. Ils sont peu sensibilisés à l'aspect transfrontalier de notre territoire. Seuls les enseignants des Études basques connaissent bien le Pays basque nord.

Comment la revendication d'une université autonome a-t-elle été accueillie ?

Elle a surtout servi de repoussoir et n'a rien changé fondamentalement. Pour les membres du Conseil d'Administration de l'université, il s'agit d'un projet utopique. Développer à Bayonne toutes les formations académiques scientifiques et littéraires va à contre-courant de la concentration universitaire actuelle. En Aquitaine, Bordeaux concentrera l'essentiel de l'activité universitaire.

L'histoire de l'université de Pau montre néanmoins l'importance du centre de décision ?

Oui, c'est incontestable. Si cette université avait été créée à Bayonne, nous serions dans une situation bien différente.



Maïte Lafourcade, une vie consacrée au Droit basque

Elle reçoit le Prix Eusko Ikaskuntza (Société d'Études Basques), en 2006 qui l'a reconnu pour son travail dans la recherche et l'enseignement. Maïte Lafourcade est Professeure émérite d'Histoire du droit à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Elle a beaucoup travaillé sur le Droit privé basque ainsi que sur la transmission et la formation de plusieurs générations d'élèves.

Elle a accompli sa thèse sur les contrats de mariage au Labourd sous le règne de Louis XVI. C'est là qu'elle a découvert le Droit basque. En 1992, elle créa le Centre de recherche en Etudes basques et elle collabore étroitement avec Eusko Ikaskuntza (section droit).

Elle est également officier des Palmes académiques, titulaire de la Croix d'or du Mérite et du dévouement français, Secrétaire générale de l'Association de Sauvegarde de l'enfance du Pays Basque, membre d'honneur de la Real Sociedad de Amigos del País et vice Présidente d'Eusko Ikaskuntza depuis sa création.

Aujourd'hui, elle poursuit son travail au sein du Centre de recherche d'Études basques de la faculté pluridisciplinaire de Bayonne qu'elle a elle-même créée par. Elle donne toujours des conférences.

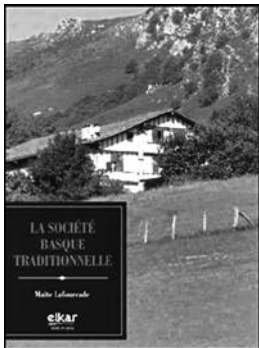
Elle vient de recevoir le prix Sabino Arana, La Fondation Sabino Arana, a voulu reconnaître avec ce prix l'ensemble de son travail : livres,



études et écrits sur l'identité basque. C'est le prix qui couronne sa carrière de chercheuse et d'enseignante.

La société basque traditionnelle

Maïte Lafourcade présente son dernier livre « la société basque traditionnelle »
le vendredi 11 mai, à 19h00, au Batzoki de Donibane Lohitzun



Le Code civil a établi les fondements du droit en France. C'est une étape majeure dans l'unification juridique de l'État français, entamée sous l'Ancien régime et poursuivie plus tard durant les républiques successives. Il représente aussi la fin définitive des anciens modes d'organisation de la vie privée et publique dans les provinces de l'État, en particulier au Pays Basque.

Dans chaque province basque depuis leur création durant le Moyen-âge, les relations humaines à chaque niveau de la vie quotidienne (famille, quartier, village, vallée, province) s'articulaient selon des

logiques appelées « Coutumes » ou « fors » et peu à peu rédigées. Ces textes mettaient notamment l'accent sur l'etxalde, soit la cellule de base de la maison familiale et de ses dépendances.

Autour de celle-ci s'organisaient les hiérarchies familiales, les liens de voisinage, les assemblées paroissiales, les assemblées provinciales, et cet écheveau était défendu parfois par le biais de conflits face au pouvoir royal ou à la noblesse.

Spécialiste reconnue de cette question, le docteur en droit Maïte Lafourcade rend ce monde disparu accessible au grand public.

Voyage d'étude à Mondragon

Afin de poursuivre la découverte de la réalité économique du Pays Basque Sud, HEMEN organise pour toutes les personnes intéressées un voyage d'étude à Mondragon Mardi 8 Mai 2012. Le bus partira à 7H de St Jean Pied de Port, s'arrêtera à 7H45 à Bayonne (parking rte d'Arcangues), à 8H10 à Hendaye, pour aller ensuite à Mondragon, au siège de la M.C.C.

9H30 Présentation d'une vidéo sur MONDRAGON Corporation.

10H Historique de l'expérience des coopératives, fonctionnement interne et modes d'organisation, fonds inter-coopératifs et mécanismes d'adhésion au groupe coopératif, rôle de la coopérative de Crédit Caja Laboral.

Pause café / thé.

12H Visite et présentation d'une coopérative du groupe MONDRAGON : ALECOP, une entreprise industrielle formée par les étudiants.

13H15 Visite et déjeuner à OTALORA, centre de Formation à la gestion des coopératives

15H Visite et présentation de l'Université de MONDRAGON.

17H15 Évaluation et conclusions du séminaire, possibilités de transférer l'expérience ailleurs. Futures relations pour des affaires.

Retour en Iparralde vers 19H.

Prix de la journée (repas compris) : 40€ (35€ pour les adhérents de HEMEN).

Inscriptions auprès de Hemen • Tél : 05.59.52.56.02 • E mail : hemen@hemen-herrikoa.org



Agir en Pays Basque

Lors du numéro 165, nous avons interrogé les référents de 3 groupes de travail du Conseil de Développement. Lors du précédent numéro, Virginie Brillant, vice présidente de ce Conseil nous expliquait la pertinence d'une Collectivité Territoriale à statut particulier. Depuis, sa prise de position a été confirmée par une approbation de cette option institutionnelle à une large majorité. Ce mois, ci, nous donnons la parole aux référents des 3 autres groupes de travail qui ont mis également en évidence la pertinence d'agir à l'échelle du Pays Basque.



Juliette Bergouignan : **« un retard à combler »**

Juliette Bergouignan était la référente pour le Conseil de développement du groupe de travail : Déplacements – Infrastructures de transport – Réseaux de communication.

Quels sont les principaux constats relatifs au transport ?

Une multitude d'opérateurs non coordonnés entre eux assurent une partie du transport des personnes. Les AOT (Autorités Organisatrices de Transport) sont multiples et ne se concertent pas : Le Conseil Général pour le transport scolaire, la Région pour les TER entre Hendaye et Bayonne ou Garazi et Bayonne, l'ACBA avec son syndicat des transports... Il y a un réel retard pris en la matière lorsque l'on compare notre situation à celle d'autres ensembles urbains, en France comme en Hegoalde.

Il faut agir à l'échelle du Pays Basque ?

L'incohérence vient de la mauvaise échelle dans les prises de décisions. Sachant que 70 à 80% des déplacements se réalisent à l'intérieur du territoire Pays Basque, nous devons disposer d'un lieu de décision à l'échelle du Pays Basque. La réflexion doit être plus globale qu'elle n'est actuellement. Il nous faut travailler en particulier sur les entrées de l'agglomération, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. En terme de transport durable, la situation actuelle du Pays Basque est catastrophique. L'essentiel des déplacements se faisant en voiture particulière, avec une personne par voiture.

Quelles sont les solutions ?

Avant d'aborder les solutions, il faudrait avoir une vision à long terme d'Iparalde.

Celle-ci ne se limite pas au transport. Elle inclut l'économie, l'urbanisme, l'habitat, les services... et le transport, car tout est étroitement lié.

Si une instance politique au niveau Iparalde décide d'évoluer vers une mobilité douce ou des déplacements moins nombreux et moins polluants, il faut mettre en œuvre à la fois des mesures incitatives et d'autres coercitives pour parvenir à changer nos comportements en profondeur.

Tout d'abord, il faut coordonner les transports, les articuler pour les adapter aux besoins locaux. Cela suppose des études et une réalisation concertée des projets. Parmi les mesures incitatives, nous pensons à une billetterie unique, à tarifs attractifs, pour promouvoir les transports en commun, parfois multimodaux (train et bus) au détriment de la voiture individuelle (de plus en plus onéreuse) Il faudra penser à des cadencements en fonction des besoins.

Concernant les infrastructures de transport comme l'aéroport, quelles ont été vos réflexions ?

L'aéroport est géré, depuis 2004, par un syndicat mixte (Conseils généraux des Landes et des PA, CCI, ACBA, ville de St-Jean-de-Luz et CCI). La formule est intéressante, mais, selon nous, l'aéroport ne constitue pas une vitrine du Pays Basque. La future collectivité Pays Basque pourrait, en lien avec les aéroports de Fontarrabie,

Bilbao, Pau ou Bordeaux, devenir un équipement majeur pour le développement d'Iparalde. Pour commencer, de simples aménagements seraient réalisables : une plus grande présence de l'euskara dans les panneaux d'information, une présentation rapide du territoire... Ainsi, demain l'aéroport de Biarritz deviendrait l'aéroport de Biarritz, Pays Basque.

Concernant le port de Bayonne ?

Passé d'une propriété étatique à une propriété régionale, avec gestion des infrastructures portuaires confiée à la CCI, ce sont des matières premières qui, pour l'essentiel, transitent par ce port : bois, maïs, ferraille, soufre et produits chimiques du bassin de Lacq... Comme dans les ports de pays en développement, le vrac domine. L'hinterland est très important pour comprendre l'activité portuaire.

Deux types d'enjeux sont à relever :

- Le lien port et villes
- Le port et les stratégies industrielles à développer, en particulier transfrontalières, en lien avec Pasaia (de taille équivalente) et Bilbo.

Nous pensons qu'une autorité Pays Basque serait plus à même d'impulser des coopérations avec les ports voisins et pourquoi pas du cabotage pour diminuer le transport par camion.



Cela mérite des études plus approfondies.

Vous avez également évoqué le centre de frêt de Mouguerre ?

Oui, nous l'avons à peine abordé. Son emplacement, facilement accessible, par la route et l'autoroute (échangeur A63 et A64) permet de combiner le transport rail/route, mais l'éloignement du port est une limite à une intermodalité plus complète.

Quelles ont été vos observations concernant le réseau routier ?

Il n'y a pas d'optimisation du réseau routier. Les investissements ne répondent pas forcément aux urgences du moment et restent trop dépendants des représentants locaux au Conseil général. Il y a un manque de cohérence dans les choix. Une autorité Pays Basque pourrait mieux orienter les priorités.

Avez-vous évoqué la mobilité douce ?

Au niveau des infrastructures, type pistes cyclables, nous avons également pris du retard. Exemple : nous ne disposons pas d'un schéma vélo. Il serait nécessaire pour tout le monde afin de prévenir les accidents. Il manque également de réflexion sur la proximité entre les activités professionnelles, celles de loisir... et la résidence. Lorsqu'on voit la création d'éco-quartiers, éloignés des villes, sans transports en commun, quelque chose ne va pas. Il faudra réfléchir à un urbanisme proche des centres de transport. Ex : les appartements en construction, près de la gare de Garazi.

Avez-vous évoqué le secteur des NTIC ?

Oui, nous constatons que le Pays Basque est assez bien doté en la matière. Certaines zones rurales sont encore assez mal pourvues, mais globalement, les insuffisances sont en voie de résorption. Les Cyberbases ont été fermées, car inutiles. Le travail réalisé par l'ANTIC a permis aux entreprises de s'ouvrir au monde d'Internet. Voilà en fait, une problématique prise en compte depuis des années par les contrats territoriaux.

Enfin, nous avons très rapidement abordé l'importance d'une autorité au niveau Pays Basque pour maintenir et développer une offre audiovisuelle d'intérêt général avec un outil de production de contenus sur le territoire (Kanaldude, FR3 ou EITB).



Martine Bisauta : « un besoin urgent de structuration »

Martine Bisauta a co-animé ce groupe de réflexion, en tant que référent du Conseil des élus. Là encore, la réflexion à l'échelle du Pays Basque a démontré sa pertinence.

Quelles sont les idées maîtresses qui ressortent de cet atelier de réflexion ?

Pour l'ensemble des thèmes, on retrouve l'idée de devoir structurer, d'un manque de cohésion, de stratégies différentes, de lieux de décisions éclatés. Les participants ont fortement affirmé la nécessité de mobiliser tous les acteurs concernés sur chaque thématique et d'avoir des approches globales et partagées.

Il manque un espace de coordination ?

Paradoxalement, la France, pays très centralisé, connaît un empilement de structures dans les Régions avec une extraordinaire difficulté à la décision. Une vraie décentralisation est encore à mettre en place, là on est plutôt dans une déconcentration inefficace.

Pourquoi le Pays Basque serait un espace pertinent de coordination, de centralisation locale ?

Tout d'abord, il s'agit d'un territoire qui a une masse critique intéressante au regard des enjeux importants à notre époque. Ensuite ce territoire a été un véritable laboratoire avec les expériences Pays Basque 2010 puis 2020. C'est un capital précieux qui doit nous permettre d'aller de l'avant en trouvant une organisation pertinente et pérenne. Le moteur de cette dynamique est aussi identitaire. Ce territoire fait sens, il transcende les clivages politiques, les appartenances diverses. Il faut le vivre comme un atout qui permet de travailler ensemble, de construire du collectif.

Concernant le traitement des déchets, le rapport renforce le syndicat Bil ta Garbi dans un nouveau rôle dans la collecte des déchets. Pourquoi ?

Le syndicat Bil ta Garbi est aujourd'hui la structure rassemblant plus de 200 communes qui intervient dans le traitement de nos déchets. Ce syndicat a fait un travail remarquable parvenant en quelques années à augmenter le tri sélectif et à réduire la masse des déchets collectés. Le problème qui a été relevé par le groupe de travail est celui de la collecte. Elle reste encore de la responsabilité d'acteurs divers et cela manque donc d'homogénéité. Si évidemment elle doit être diversifiée de façon technique selon que l'on collecte en milieu très urbanisé ou rural, elle doit répondre à la même politique globale. Qui mieux que celui qui traite peut organiser efficacement la collecte en amont ? La maîtrise totale de la filière par le syndicat est donc souhaitable.



Le rapport parle de pratiques rurales et urbaines différentes ?

Oui, cela dépend du cadre dans lequel la collecte est effectuée. Quelqu'un qui vit dans un appartement en centre-ville n'aura pas toujours la place suffisante pour conserver les déchets, d'où la nécessité de collecte très fréquente. Dans un contexte pavillonnaire ou en milieu rural, en revanche, les rythmes de collecte seront plus espacés, la possibilité de développer le compostage à domicile sera également possible... Le compostage est un enjeu important, sa pratique permet de faire diminuer les OMR (ordures ménagères résiduelles - ce qui ne peut être valorisé) d'au moins 40%. En centre ville, des expériences de lombric-compostage sont réalisées mais cela reste marginal.

Comment améliorer la question cruciale de la baisse et du tri des déchets ?

La mise en place sur une grande partie du territoire d'ambassadeurs et ambassadrices du tri permet d'avoir une véritable action pédagogique et elle est incontournable. Les campagnes répétées « jetons moins » et « trions plus » permettent aussi la sensibilisation du plus grand nombre. Il faut savoir que la production d'ordures ménagères individuelles a baissé de 7% en 5 ans et que l'objectif est aussi de 7% en moins pour les 5 ans à venir. C'est donc une politique efficace que mène le syndicat. Cependant la réussite dépend essentiellement de nos comportements personnels, en tant que consommateurs tout d'abord, (chasse aux emballages inutiles) et à notre capacité à nous imposer des règles simples d'écocitoyenneté... Sans l'engagement de chacun, pas de résultats probants !

Concernant l'eau et l'assainissement, quelles sont les principales recommandations ?

L'eau est un enjeu majeur en matière d'environnement. Je ne suis pas sûre que l'on ait conscience de l'importance de ce thème qui concerne aussi notre vie quotidienne. La ressource se raréfie, diverses pollutions l'atteignent, la prise de conscience me semble encore relativement faible. Une gouvernance de l'eau est à pérenniser mais d'abord à améliorer. Et cela passe en priorité par une adéquation

entre les financements publics et une politique globale définie à l'échelle du Pays Basque. Concertation entre tous les acteurs et élaboration d'un schéma directeur, nous ont paru incontournables.

Que faire concrètement ?

Agir de l'aval, avec la protection des sources, puis suivre l'évolution sur les fleuves et cours d'eau et cela jusqu'au littoral. Il faut réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques, gérer durablement la ressource et offrir une eau de qualité. Pour cela nous avons besoin d'une gestion différente car si chaque acteur tient son rôle dans le domaine qui le concerne, la coordination générale fait cruellement défaut. Il est impératif de privilégier une approche globale et de placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Sur le thème de l'énergie et du climat, que faire ?

Il faut affronter la question du réchauffement climatique et agir à notre niveau. La Communauté d'agglomération du BAB est la seule à être dotée d'un plan climat. Il va s'étendre maintenant aux villes récemment incorporées dans l'agglomération. Cela suppose le suivi d'une procédure très lourde : réalisation d'un état des lieux, détermination des éléments les plus producteurs de gaz à effet de serre. Cela concerne aussi bien les différents transports, le résidentiel et les activités productives... Ensuite, il faut impulser des politiques pour réduire cet impact environnemental. Cela suppose une capacité d'ingénierie et des capacités financières importantes. Cette lourdeur dans la mise en place de ces procédures reste un handicap pour beaucoup de communes ou même de communautés de communes. Pour pallier à cela, nous avons besoin d'un outil opérationnel qui pourrait être une Agence locale de l'Énergie (ALE). Cela constituerait la solution pour l'ensemble du Pays Basque. Cela supposera un changement considérable...

Avant d'aborder toute politique du logement ou des transports, la question de l'énergie doit être résolue, en amont, pour que le Pays Basque contribue à la baisse des gaz à effet de serre. Les logements les plus récents (construits après 45) sont bien souvent de véritables passoires énergé-

tiques. On doit retrouver une part de l'intelligence des anciens qui optimisaient la construction de leur maison pour mieux vivre. Cela passe par de meilleures isolations, l'orientation des constructions neuves, le recours à des matériaux plus écologiques. L'intervention nécessaire sur le bâti existant entraînera des conséquences financières pour les propriétaires privés. Il faut réorienter les aides à la pierre pour créer un effet incitatif. Il faut également mettre en place des dispositifs d'information et d'aide à la décision.

Concernant les espaces naturels, faut-il une action spécifique ?

Je vais me répéter encore une fois, mais là aussi nous avons relevé une multitude de classements d'espaces naturels, un maquis réglementaire dans lequel il n'est pas évident de se repérer. Bien entendu le champ de la règle ne s'établira pas à notre niveau, nous sommes assujettis à des textes nationaux voir européens et c'est normal. Mais il nous incombe de mettre en lisibilité la richesse du patrimoine naturel qui est un des piliers de l'identité du territoire. Il y a aussi un travail d'animation à réaliser entre les acteurs qui utilisent ces espaces afin d'éviter les conflits d'usage et d'optimiser une approche respectueuse de l'environnement. Il faut, plus que jamais veiller à la préservation des milieux naturels tout en recherchant les moyens d'une cohabitation soutenable avec les activités humaines.

Concernant le littoral ?

Il ne faut pas négliger les impacts potentiels du changement climatique sur les côtes d'Aquitaine. Plusieurs rapports font état d'une augmentation du niveau de la mer, de l'intensification en fréquence et en violence des tempêtes. Il faut une position cohérente au niveau du littoral basque, l'heure n'est plus au souverainisme des communes. Cela implique forcément la prise en compte du bio-climatisme dans la réflexion urbaine et dans l'aménagement des espaces. Il est de notre responsabilité d'adapter le territoire aux impacts du changement climatique.



Germaine Hacala : « un travail d'animation sociale à développer »

Germaine Hacala, conseillère municipale à Urrugne, a été le référent du Conseil des élus pour le groupe de travail : action sociale – santé. Même s'il s'agit de domaines où le secteur public intervient, de nombreuses actions d'animation pourraient être développées.

Y a-t-il un constat général concernant le domaine de l'action sociale et de la santé ?

Oui, c'est un domaine largement couvert par l'action de l'État et du Conseil Général. Ensuite, il y a souvent un travail d'animation à mener pour être plus efficace.

Que faire pour les personnes âgées ?

Il semblerait qu'entre la prise en charge à domicile et l'accueil en établissement, l'offre couvre les besoins mais cette offre manque de lisibilité. Lorsque des personnes cherchent à placer une personne en « maison de retraite », ce n'est pas évident d'obtenir l'information nécessaire, d'autant que chaque cas est particulier. Nous devrions aussi nous inspirer de différents exemples du Pays Basque sud. Par exemple, la colocation intergénérationnelle où des jeunes cohabitent avec des personnes âgées.

Concernant la petite Enfance ?

Nous n'avons pas développé ce thème, en considérant que la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) était responsable et compétente en la matière.

Il est évoqué une difficulté à répondre aux besoins du terrain ?

Effectivement, c'est le système de l'appel à projet qui crée cet effet indésirable. Ce système permet davantage de transparence, mais en pratique, il suppose l'élaboration de dossiers très performants qui nécessitent le recours à des cabinets privés. À Urrugne, nous créons une maison de retraite pour répondre à une carence locale. Dès le départ, nous avons fait appel à un cabinet professionnel. Nous avons dû

dépenser plusieurs milliers d'euros, uniquement pour élaborer le projet. Imaginez la difficulté pour des communes du Pays Basque intérieur.

Concernant les personnes handicapées, l'offre est moins bonne ?

Il manque de structures d'accueil pour les différents types de handicap. Ensuite, cela relève davantage du Conseil Général et de l'État. Il y a une politique d'hébergement à mener.

Sur le secteur de la santé, l'hôpital de Bayonne a un rôle central à jouer ?

Oui, sans aucun doute. Il devrait irradier l'ensemble du Pays Basque. Actuellement des actions sont entreprises mais une politique d'ensemble nous semble nécessaire. Par exemple, l'hôpital de Bayonne coopère aujourd'hui avec la clinique Sokorri de St-Palais. L'hôpital de Bayonne pourrait mettre à disposition, son personnel, mais aussi son matériel.

Le Pays Basque intérieur manque de médecins, paraît-il ?

Oui, on assiste à une désertification du personnel médical. On est confronté à plusieurs difficultés. Tout d'abord, le domaine de la santé est très centralisé. Les Agences Régionales de la Santé (ARS) dépendantes du ministère de la Santé ont une compétence exclusive en la matière. Ensuite, les médecins sont libres de s'installer là où ils le souhaitent.

Si une Collectivité Territoriale du Pays Basque voit le jour, elle aura sans doute un niveau régional qui pourrait la doter d'une ARS Pays Basque ?

Nous n'en sommes pas là. Nous travaillons à partir de l'existant.

Quelles sont les marges d'action ?

Nous pouvons mener des mesures incitatives : créer des maisons de la santé qui centralisent plusieurs services médicaux et améliorent les conditions de travail des médecins, leur proposer des stages durant leur formation, pour qu'ils apprécient notre région, sa qualité de vie... Il y a un gros travail d'animation et de veille à mener.

Y a-t-il une réflexion sur la qualité des soins ?

À notre niveau, elle s'est centrée sur l'idée d'un dossier médical partagé. Toutes les structures médicales du Pays Basque auraient accès à votre dossier médical. Cela permettrait une réponse rapide et adaptée à chaque situation.

La prévention des maladies, la santé environnementale ont-elles été abordées ?

Oui, mais là aussi avec un constat. L'ARS est l'autorité compétente pour traiter de ces thèmes. Comme cela est logique, l'action sociale est largement prise en charge par les autorités publiques.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat Oteiza
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / Mise en page : Izar Design
N° CPPAP 0613 P 11238



Passe ton bac d'abord, on verra plus tard en quelle langue !

2012 est une sorte d'anniversaire pour l'enseignement en basque : il y a vingt ans, les premiers élèves des Ikastolas passaient le bac. Je dis « une sorte d'anniversaire » parce que je ne sais pas s'il y a là quelque chose à fêter. En effet, à l'époque, bien que ces élèves aient déjà fait toute leur scolarité en basque, ils devaient passer les épreuves du Bac... en français. Eh bien, vingt ans plus tard, c'est pareil ! Tous les ministres de l'Éducation Nationale (de gauche ou de droite) qui se sont succédés ont eu la même farouche volonté de ne rien faire sur ce dossier. Et, pour une fois, ils ont réussi ! Rien n'a changé. Belle persévérance dans le non effort. Mais peut-être que faire passer le Bac en basque aux élèves qui ont fait leurs études en basque est une mesure trop facile à prendre, pas bien chère, et qui donc n'intéresse pas ces crânes d'oeufs débordant d'ambition pour nos jeunes ? C'est vrai qu'ils ont (ou devraient avoir) du boulot pour redresser les résultats des élèves de l'Éducation Nationale française d'année en année plus mauvais dans tous les domaines et en particulier... en français ! Rappelons à ce propos que les notes de français des élèves des ikastolas sont meilleures que la moyenne nationale. Ne faudrait-il donc

pas enseigner en basque à tous les écoliers de France (et de Basse-Navarre) afin qu'ils maîtrisent mieux les règles de la langue française ? Je ne sais pas. Je cherche à aider. Jusqu'à quand cette injustice, illogique et discriminante, durera-t-elle ? Que fera Hollande, notre futur président annoncé ? Le bougre était à la pastorale l'été dernier, serait-ce un signe de bon augure ? Comme nous l'a toujours prouvé notre Histoire ancienne et récente : il ne faut compter que sur nous mêmes. Une jeune fille qui m'est proche a dû quitter le système Ikastola en seconde pour intégrer une section Européenne anglais, un seul lycée (privé) organisant cette filière dans le département. Espérons qu'un jour en Iparralde l'enseignement en basque pourra le faire également. Les français sont connus dans le monde pour ne pas parler les langues étrangères. Personnellement, je vois là un lien de cause à effet. En effet, un état qui refuse à ses concitoyens l'enseignement dans sa langue maternelle a peu de chance d'être ouvert aux autres langues et cultures. Il y a quelques semaines a eu lieu à Bayonne une conférence sur la situation de l'Alsacien. Aux dires du conférencier qui avait intitulé son intervention "Du monolinguisme alsacien au

monolinguisme français" les carottes sont cuites, l'Alsacien est en voie d'extinction. Il nous a expliqué comment une politique volontaire avec les moyens nécessaires à été menée pour en arriver là en à peine cinquante ans, soit deux générations. Bravo ! En effet, à quoi sert que deux ou trois millions de citoyens français parlent un dialecte allemand ? Ils ne vont certainement jamais aller travailler en Allemagne. De plus quel intérêt d'encourager les échanges entre jeunes français et allemands ? On ne va pas commencer à se comprendre et à construire une Europe pacifique et unie, quand même ? Quant aux jeunes basques bascophones de France, ils ne vont pas se tourner vers un Euskadi bascophone et prospère ? Non, soyons raisonnables, et même visionnaires ! Ils n'ont qu'à aller vivre en Alsace, enfin débarrassée de son dialecte germanique. Les générations futures de français jugeront terriblement les politiques de droite et de gauche de 1945 à nos jours. France réveille-toi ! Ouvre les yeux sur la modernité et ton propre intérêt ! Sans les abertzale que nous sommes, l'euskara serait en Iparralde dans le même état que l'Alsacien. Ez dugu amore eginen, irabaziko dugu ! Nous ne céderons pas, nous gagnerons !



Euskara ofiziala da jadanik Iparraldean

Esaldi hau, narritzailea menturaz, irakurri berri dut "Berria" egunkarian. Apirilaren 15eko alean. Nork erranik ? Ez nornahirik: Seaskako presidentea den Paxkal Indok. Hark dio: "Ikusten dudalarik Seaskan Frantziako Estatuarekin et EEPekin negoziatzen ari garela, kasik erran nezake bai, ofiziala da." eta urrunago "Bestalde, hemen, hautetsi bakar batek ezin du erran euskararen kontra dela. Zer erran nahi du ? Ofizialtasunaren borroka, gure herrian, lortua dugula." Ez nintzateke hain urrun joanen. Legearen aitortpena oso garrantzitsua gelditzen delako. Baina iduritzen zait ulertzen dudala zer erran nahi duen. Guhaurek behar den guztia egiten baldin badugu, bai egun batez aitortpen hori jautsiko da fruitu umoia

bezala. Alderantziz ; Irlandan egin zen bezala adibidez, legea baldin bada eta ez badugu deusik egiten, akabo gure hizkuntza! Premiatsuena da euskararen biziaraztea. Eta kasu, ez da egina. Egun guztietako borroka da hori (eta ez ahantz, atsegina). Ikusten dudalarik euskaradun batzuk hain errexki lerratzen direla erdarara edozein paradatan, erraten dut frantziar podereak baino kalte handiagoa egiten diotela euskarari. Gure alderdian berean, zein da euskararen lekua ? Anitzetan erraten didate, eraginkorragoa da erdararen erabiltzea. Baina zergatik ? Ez bagara hasten, beti geldituko zaigu zailtasun hori. Hasten baldin bagara hastapena baizik zaila izanen da. Ohidurak eginak dira hartuak izateko. Har ditzagun onak eta berehala.

Gure alderdiko lehendakariak bere bigarren agintaldia hasi berri du. Lehena hasi zuelarik erran zuen zerbait eginen zuela euskara gehiago bizi dadin alderdian. Zertan gaude gaur egun ? Posible ote litzateke ebaluaketaren egitea ? Nire ustez erran behar diogu alderdikide berri (eta zahar) bakoitzari bere lehen eginbidea dela euskararen ikastea ez badaki, eta erabil dezan baldin badaki. Bilkura guztiak euskaraz egitea ez dela errex errex izanen, ezagutzen dut baina burujabetzaren lortzea baino errexagoa, ez ? Bestalde jakin badakigu euskararik gabe ez dela Euskal Herririk izaten eta izanen. Gure arima bera jokoan dago horretan. Zein neurri praktikoa har genitzazke ? Hau galdetu nahi nizueke hemen. Bederen... euskara dakitenei.



Aberri Eguna 2012.

La proclamation d'Udalbiltza - Udalbide.

Voilà un an, lors de l'Aberri Eguna nous déclarions espérer la paix, nous déclarions que « *jamais nous ne nous sommes sentis aussi près de la Paix* ».

A l'occasion de cet Aberri Eguna, nous souhaitons partager avec Euskal Herria et avec chaque Euskal herritar, cette bonne nouvelle de la Paix.

Nous vivons désormais « un temps nouveau », le temps de la Paix. Le 20 octobre dernier, ETA a déclaré mettre fin définitivement à son action armée. Depuis, il n'y a plus d'action, de menace, de mort qui bafouent Euskal Herria en son nom.

Durant 53 ans, ETA a fait beaucoup de mal au nom de la liberté d'Euskal Herria et du socialisme en déchirant nos familles et en voulant abaisser Euskadi. Cela est terminé. Félicitations à tous !!

Pour une véritable paix

Mais parvenir à une véritable paix est plus profond que le seul fait de laisser les armes. Nous n'avons fait qu'emprunter une nouvelle voie. Nous devons être en paix entre nous, être tous unis pour affronter l'avenir, si nous voulons organiser un pays uni et fort. Nous ne voulons pas de formalisme inutile, les véritables opportunités en faveur de la paix doivent être renforcées par des actions conséquentes.

Pas de formalisme, mais pour cimenter la paix commune, il nous manque quelque chose. L'action de ETA est terminée, parce que la gauche abertzale a renié la stratégie utilisée jusqu'à maintenant. Elle a dû se plier à l'opinion de la grande majorité de la société basque, cristallisée depuis longtemps. Nous autres, les autres abertzale, nous leur souhaitons la bienvenue, sur ce chemin de paix et de démocratie qui est le nôtre depuis longtemps. La gauche abertzale n'a pas été un simple spectateur de ce qui a eu lieu. Elle doit fournir des explications à notre peuple et par la même occasion répondre à une question qui trotte dans notre tête : pourquoi cette décision heureuse a eu lieu maintenant, en 2011 et non avant, voilà dix ou vingt ans ?

Nous devons relever le défi du renforcement de la paix et du vivre ensemble. Ce que nous devons réaliser entre tous, doit avoir lieu par le dialogue et le respect mutuel.

Udalbiltza est une organisation d'essence municipale, l'organisation la plus proche des citoyens, à savoir le niveau le plus approprié pour faire la paix entre nous. Nous devons avoir présent à l'esprit deux conditions : d'une part un engagement éthique solide, et d'autre part un engagement politique démocratique.



Des responsables d'Udalbiltza au sommet d'une montagne

Un engagement éthique par la dignité humaine, c'est à dire qu'il n'y a rien de plus important que cet engagement éthique, ni idée, ni programme politique, ni dénonciation des injustices, ni non plus, la raison d'Etat. Et l'engagement politique démocratique signifie qu'on n'a pas le droit d'interdire d'idée ou de programme politique, ni non plus interdire leur réalisation.

Pour le respect de tous

Nous devons travailler au respect de tous les droits humains et récupérer la confiance minimale dans le respect, perdu il y a longtemps, des uns envers les autres. Nous devons nous écouter loyalement et encourager sans fin le dialogue.

Lorsque Udalbiltza est né en 1999, durant le cessez-le-feu de Lizarra-Garazi, nous nous rencontrions tous dans le travail entre municipalités dans un cadre de non-violence. Ce travail en commun a été brisé par ETA lorsqu'il a mis fin au cessez-le-feu. La gauche abertzale s'aligne à cette décision en niant le travail pacifique qui était à la base du travail démocratique d'Udalbiltza. Heureusement, ce qui est arrivé n'a pas été vain et les pas en avant ont laissé des traces qui permettent de redonner un sens au chemin qui sera repris plus tard.

Comme nous venons de le voir récemment, la gauche abertzale souhaiterait recréer Udalbiltza.

Mais ce qui existe depuis longtemps doit-il être recréé ? les fondements d'Udalbiltza organisés il y a 13 ans ne peuvent-ils pas être valables pour la paix et la démocratie en ce nouveau temps politique ?

Nous pensons que oui.

Nous avons travaillé en fonction des principes de la Déclaration Politique établie lors de la naissance d'Udalbiltza, le 18 septembre 1999. Comme il était indiqué alors et, malgré toutes les difficultés, nous avons proclamé, comme le disait le texte, que Euskadi dans sa totalité soit une nation.

Poursuivre la construction nationale

Nous avons impulsé la construction nationale, en étant témoin de sa territorialité, en unissant nos forces en faveur de cette construction nationale. C'est pour cela que beaucoup, oui beaucoup, de municipalités, ainsi que des organisations d'autres niveaux, nous ont financée généreusement. Nous avons pu subventionner de nombreux acteurs : en développant notre culture, en surmontant les obstacles au développement de notre langue dans de nombreux endroits, en revendiquant notre histoire, enfin en développant notre connaissance et notre relation mutuelle.

Il y a de quoi faire. Notre structure politique n'a pas bougé, nous sommes toujours soumis à la législation de 2 États et à 3 régimes administratifs différents, exactement comme en 1999. Et comme si cela ne suffisait pas, nous sommes plongés dans une grave crise économique. Utilisant l'excuse de la crise, l'Espagne nous envoie en permanence des messages de recentralisation sous forme de menaces. Ces messages envoyés depuis Madrid et la situation économique nous poussent davantage à l'indépendance.

Nous sommes un peuple, nous sommes une nation, nous avons le droit de décider !! Et nous avons de plus en plus la nécessité de décider !!

Gora Euskadi askatuta !!!

Le 8 avril 2012

Le vote présidentiel en Pays Basque



Désolant !

Un derby AB-BO a été encore la risée de toutes les autres villes du Top 14. Comment deux villes distantes de si peu de kilomètre ne se rendent-elles pas compte qu'elles se détruisent en mobilisant tant d'énergie chacune de leur côté. Et vas-y que je me paye des stars et vas-y que j'agrandis mon stade (en pompant dans l'argent du contribuable) de part et d'autre à si peu de distance. Aski ! Imanol Harinordoquy, lui, l'a bien compris, étant favorable à cette fusion. On peut être amené à penser que les instances supérieures de Paris sont favorables à ce clivage (on ne parle pas ici de ceux de la FFR) et que la formation d'un gros club basque de rugby (quelque peu identitaire) dérangerait nos jacobins...

Ahurissant !

Trésorier du Biltzar de Xiberu-Garazi, je suis amené à correspondre avec notre secrétaire du PNB à Bayonne dont le siège se trouve rue Thiers. Il faudrait m'expliquer comment une lettre partie de Garazi m'est revenue quelques jours plus tard « ouverte » (elle contenait la liste des cotisants et les reçus bancaires). Elle a été ouverte par erreur dixit la poste !!! Etonnant !!!

Pitoyable !

Nous assistons à la triste bagarre entre deux SDF que regarde un pitbull. Veuillez

m'excuser pour cette métaphore à 2 cts d'euros et qui représente les élections présidentielles. Tout le monde le sait maintenant, nous sommes à deux doigts de la faillite car presque dans l'impossibilité de régler nos dettes. Mais comment donc nos « RESPONSABLES » politiques ont-ils pu nous amener dans cette situation catastrophique ? Et ce sont presque les mêmes personnages que l'on retrouve encore dans ces élections.

Messieurs s'il vous reste un peu de décence, arrêtez là ces simagrées ! Ces élections vont nous coûter encore un « max » en énergie et en argent alors qu'on n'a plus le temps d'ergoter. S'ils étaient enfin responsables, c'est un régime d'unité nationale (de salut public) qu'ils devraient constituer pour faire adhérer tous les gens sur un projet, un plan cohérent sinon la perspective d'une crise à la grecque nous attend rapidement.

Intéressant ?

Inutile de croire qu'une taxe peut booster une économie mais voyons de plus près la taxe carbone que nous appellerons, nous, taxe sur le transport. Si tous les produits consommés étaient soumis à une taxe « Transport » (TST), fonction du nombre de kilomètre de transport exécuté pour arriver à bon port, quelles en seraient les conséquences (sans être économiste, essayons de raisonner en citoyen éco-responsable). Cette taxe aurait pour but de :

- Surtout diminuer la pollution causée par le transport et donc empêcher les couillons de manger des tomates en hiver, d'envoyer des prothèses dentaires se faire réaliser à Madagascar, d'acheter des produits « indignes » quant à leur qualité (achetés seulement parce qu'ils ne sont pas chers) et de plus réalisés par des gens aux salaires de misère.
- De rendre moins compétitifs les produits à forte TST, ce qui favoriserait l'activité économique de nos régions encourageant de ce fait un tissu industriel de proximité plus humain et moins tributaire des grosses multinationales et des gros distributeurs.
- Permettrait une rentrée fiscale pour essayer de payer nos dettes (de toutes les façons il faudra « passer » par des impôts pour réduire ces trous abyssaux...)
- Evidemment cette TST ne serait pas appliquée quand il s'agira de matériel et de produit à but professionnel (TST rétrocedée aux entreprises)
- Elle pénalisera c'est sûr nos produits qui s'exportent mais on exporte 3 fois moins qu'on importe. Alors ?

Protectionnisme ! me direz-vous ; oui ! on participe à la protection de notre planète et aussi de notre région.

Ali

Iñaki Durañona, l'autre grande passion de sa vie

Cet hommage n'est pas destiné au grand homme politique que fut Iñaki. D'autres plus qualifiés que moi, s'en sont chargés. J'interviens en mémoire du « fan » de



l'Athletic Bilbao qu'il était. Durant toutes les années où je t'ai connu, je venais régulièrement chez toi, où tu me recevais installé dans ton fauteuil, pendant que Aintzane s'affairait pour nous mettre à l'aise (un café, un txikito...), puis elle disparaissait, tout en restant attentive au moindre détail. Toi et moi finissions toujours par discuter de l'Athletic. « Llorente est le meilleur », me disais-tu. Et je lui répondais : « *Que fait un riojano de Rincon de Soto dans l'équipe des Basques ?* », « *On aurait donc conquis La Rioja ?* ». Cela le faisait sursauter dans son fauteuil. Blagues à part... Comme tu dois être heureux que l'Athletic de ton coeur soit

en finale de la Copa, et presque en finale de la Uefa Europa League.

Dernièrement, alors que tu étais déjà bien fatigué, je t'appelais presque chaque semaine pour t'encourager, et surtout pour te donner les résultats de ton équipe adorée, même si tes enfants le faisaient certainement. Je regarderai les deux finales, et chaque fois que l'Athletic marquera un but, je lèverai les bras et la tête au ciel, là où tu seras, heureux toi aussi.

Ton ami,
Guillermo



Premier tour des élections présidentielles : le Pays Basque un peu plus à gauche !

Villes	Hollande	Sarkozy	Bayrou	Mélenchon	Le Pen	Joly	Poutou	D.Aignan	Arthaud	Cheminade
Anglet	6 900 30.07	6 858 29.55	2 963 12.84	2 418 10.58	2 378 10.38	723 3.15	334 1.43	307 1.31	99 0.43	58 0.26
Bayonne	6 674 31.18	5 255 24.55	2 398 11.20	2 950 13.78	2 485 11.61	799 3.73	432 2.02	258 1.21	108 0.50	45 0.21
Biarritz	4 149 24.88	6 227 37.34	2 001 12.00	1 521 9.12	1 661 9.96	606 3.63	209 1.25	196 1.18	66 0.40	39 0.24
Boucau	1 506 32.19	837 17.89	455 9.72	963 20.58	596 12.74	144 3.08	81 1.73	70 1.50	19 0.41	8 0.17
Cantons										
Bidache*	363 22.63	450 28.05	332 20.70	156 9.73	187 11.66	40 2.49	23 1.43	46 2.87	5 0.31	2 0.12
Espelette	2 307 24.89	2 504 27.01	1 446 15.60	978 10.55	1 132 12.21	376 4.06	282 3.04	161 1.74	58 0.63	25 0.27
Hasparren*	1 281 25.01	1 184 23.12	970 18.94	489 9.55	628 12.26	234 4.57	153 2.99	119 2.32	39 0.76	14 0.27
Hendaye	5 340 31.45	4 051 23.86	1 798 10.59	2 458 14.48	1 908 11.24	642 3.78	418 2.46	231 1.36	105 0.62	30 0.16
Labastide*	858 28.60	738 24.60	425 14.17	348 11.60	391 13.03	82 2.73	80 2.67	57 1.9	13 0.43	8 0.27
St-Jean-de-Luz	4 092 25.42	5 240 32.55	2 129 13.23	1 692 10.51	1 680 10.44	557 3.46	310 1.93	271 1.68	88 0.55	38 0.23
St-Pierre d'Irube	3 328 31.73	2 322 22.14	1 293 12.33	1 313 12.52	1 472 14.03	323 3.08	209 1.99	165 1.57	43 0.41	21 0.20
Ustaritz	3 915 25.10	4 407 28.26	2 289 14.68	1 775 11.38	1 897 12.16	568 3.64	384 2.46	235 1.51	85 0.55	40 0.26
Lapurdi	40 713 28.28	40 073 27.84	18 065 12.55	17 061 11.85	16 415 11.41	5 094 3.54	2 915 2.02	2 566 1.78	728 0.51	328 0.23
Baigorri	900 24.06	1 005 26.86	632 16.89	348 9.30	405 10.83	181 4.84	183 4.89	271 1.68	24 0.64	11 0.30
Bidache*	463 24.75	431 23.04	423 22.61	199 10.64	257 13.74	40 2.14	23 1.23	22 1.18	10 0.53	3 0.16
Garazi	1 164 27.03	1 210 28.09	764 17.74	345 8.01	409 9.50	176 4.09	138 3.20	53 1.23	31 0.72	17 0.39
Hasparren*	123 17.77	83 11.99	194 28.03	48 6.94	90 13.01	22 3.18	25 3.61	9 1.30	8 1.16	1 0.14
Iholdi	630 21.06	841 28.11	622 20.79	245 8.19	294 9.83	16 5.45	123 4.11	43 1.44	26 0.87	5 0.15
Labastide*	Hollande 320 22.30	Sarkozy 359 25.02	Bayrou 302 21.05	Mélenchon 147 10.24	Le Pen 126 8.78	Joly 90 6.27	Poutou 58 4.04	D.Aignan 26 1.81	Arthaud 4 0.28	Cheminade 3 0.21
St Palais*	1 276 24.5	1 369 26.31	1 075 20.66	467 8.98	518 9.96	180 3.25	173 3.32	87 1.67	47 0.90	11 0.21
B. Nafarroa	4 876 24.11	5 298 26.20	4 012 19.84	1 799 8.86	2 099 10.38	705 3.49	723 3.57	511 2.53	150 0.74	51 0.25



St Palais*	244 26.49	192 20.85	194 21.06	98 10.64	112 12.16	19 2.06	25 2.71	25 2.71	8 0.87	4 0.43
Mauléon	2 135 32.46	1 340 20.37	1 075 16.34	954 14.51	608 9.24	209 3.18	144 2.19	65 0.99	33 0.50	14 0.22
Tardets	767 34.16	363 16.17	418 18.62	279 12.43	213 9.49	76 3.39	76 3.39	28 1.25	18 0.80	7 0.30
Esquiule	133 36.84	52 14.44	68 18.84	41 11.36	44 12.19	6 1.66	6 1.66	6 1.66	4 1.11	1 0.28
Soule	3 279 32.45	1 947 19.27	1 755 17.37	1 372 13.58	977 9.67	310 3.07	251 2.48	124 1.23	63 0.62	26 0.26
Total Pays Basque	48 868 28.04	47 318 27.20	23 832 13.92	20 232 11.61	19 491 11.18	6 109 3.5	3 889 2.23	3 201 1.15	941 0.43	405 0.18

*Canton de Bidache : communes en Labourd : Bardos et Guiche - Canton de Labastide : communes en Labourd : Urt et Briscous - Canton de Hasparren : communes en Basse-Navarre : Méharin, St Esteben et St Martin d'Arberoue - Canton de St Palais : communes en Soule : Aroue, Domezain, Etcharry, Gestas, Lohitzun-Oyhercq

Basculement durable à gauche ?



Le candidat Hollande l'emporte en Pays Basque, avec 28.04% des voix exprimées, coiffant sur le poteau le candidat-président Sarkozy, qui obtient 27.2%. Un avantage plus restreint qu'au niveau national français et que dans l'ensemble du département des Pyrénées atlantiques. Le Pays Basque bascule un peu plus à gauche, après des élections régionales, cantonales et sénatoriales favorables à la gauche socialiste. Le Pays Basque abandonne progressivement, comme la Bretagne avant lui, son « exception politique ». De terre de droite et de centre droit, notre pays s'aligne de plus en plus sur la tendance nationale, et en tout cas confirme le basculement à gauche d'Iparralde : le « bloc des gauches » est majoritaire, avec plus de 45 %, face à un « bloc des droites » à 39 %. Si l'on excepte le vote porté sur le candidat Bayrou, centriste et officiellement non aligné.

Bayrou, « le troisième homme » en sursis

En 2012, François Bayrou reste le « troisième homme » en Pays Basque. Triste consolation, il chute de 26.25 % des voix à 13.92 %. La curée est totale à l'échelle du département, puisqu'il se fait devancer largement par Hollande et Sarkozy, là où il était arrivé premier en 2007. Si Philippe Poutou, le candidat du NPA, et Eva Joly, la candidate d'Europe-Ecologie Les Verts amortissent au Pays Basque leurs scores rési-

duels au niveau national français, avec respectivement 2.23 % et 3.59 %, on reste loin des résultats de Besancenot en 2007, par exemple. En Pays Basque aussi, Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche parvient de justesse à gagner son pari en devançant Marine Le Pen de quelques dixièmes de points : triste consolation là encore. La mauvaise surprise, bien sûr, est précisément le score de la candidate du Front national qui dépasse les 11 % là où son père n'avait réuni que 5.9 % des voix. Inquiétude d'autant plus grande que ce score, Marine Le Pen l'obtient non seulement à Biarritz, mais aussi sur le BAB et jusque dans les plus petits villages de l'intérieur.

La Côte basque vote Sarkozy



Jouant sa singularité, la Côte basque résiste à la poussée socialiste. Nicolas Sarkozy arrive en tête sur Biarritz (28 %), Saint Jean de Luz (27 %), Arcangues (28 %),... alors que Bayonne, Anglet, Hendaye confirment leur choix à gauche.

Il est vrai que François Bayrou fait de bons scores localement, comme à Hazparne où il atteint 15 %. Et on peut penser que ce vote, de racines démocrate-chrétiennes, est de nature plus conservateur que dans les villes. La lecture des résultats est sans doute plus favorable à la droite et au centre-droit dans l'intérieur du Pays Basque.

Où sont passés les abertzale ?

Orphelins de candidat naturel dans cette élection si peu faite pour eux, les abertzale, dans leur grande diversité, ont certainement dispersé leurs voix entre les principaux candidats. On peut supposer, mais ce n'est qu'une hypothèse (étayée de quelques témoignages), que l'électorat progressivement délogé par EAJ-PNB s'est reporté, pour une grande part, sur le vote Bayrou. On sait toutefois que ce vote ne saurait être assimilé à un vote Modem, les deux partis étant en concurrence dans la plupart des élections locales. La candidate d'Europe-Ecologie Les Verts a sans doute bénéficié de ses prises de position en faveur de plusieurs revendications portées par les abertzale : collectivité territoriale spécifique, langue basque, rapprochement des presos, Laborantxa ganbara... Mais de toutes évidences, cet apport sera resté modeste. Le soutien d'EA Iparralde n'aura guère été plus significatif pour la candidate écologiste. Il est en tout cas imperceptible. Ce qui ne laisse pas d'interroger sur la stratégie d'alliance de cette composante de la gauche abertzale, qui a lié son destin, en Iparralde, à celui d'une écologie politique en perte de vitesse.

La majorité du vote abertzale de gauche se sera certainement partagé entre les différentes candidatures de la gauche française, NPA compris.

Le civisme des basques

Pour finir, comment ne pas saluer le fort taux de participation de l'électorat du Pays Basque : 80.90 % de participation, soit plus que la moyenne nationale (79.47 %). Mais ici encore, l'engouement des électeurs n'a pas atteint le score historique des présidentielles de 2007 (85.5 %). Cela reste malgré tout encourageant. Car le pire ennemi de la démocratie, c'est l'abstention.



La réorganisation du Gouvernement Basque (I)

Difficultés de fonctionnement

À partir de la défaite militaire basque (juin 1937), le gouvernement basque va connaître dans l'exil une série d'avatars qui vont à certaines occasions mettre en danger son existence même.

Il y a tout d'abord deux décès à déplorer : Alfredo Espinosa (conseiller de Santé, républicain) arrêté par les franquistes et fusillé en juin 1937 et Juan Gracia (conseiller d'Assistance Sociale, socialiste) qui s'était révélé très efficace dans l'aide aux réfugiés et qui mourut à Paris en 1941.

D'autre part, Juan Astigarrabia (conseiller des Travaux publics, communiste) avait été destitué et expulsé de son parti à la fin de 1937, ce qui l'obligea à démissionner du Gouvernement Basque ; on lui reprochait sa ligne politique trop proche de celle d'Aguirre.

Surtout du fait de la seconde guerre mondiale, il y a une forte dispersion géographique des conseillers. Les centres de décision de la politique basque sont Londres avec le Conseil National Basque de Manuel de Irujo (janvier 1941-janvier 1942), la Zone Libre de la France avec les conseillers Jesús María Leizaola et Eliodoro de la Torre), le continent américain avec les trois centres de New-York (José Antonio Aguirre), Mexico (Telesforo Monzón) et Buenos-Aires (Ramón María Aldasoro) et l'intérieur du Pays Basque avec le Conseil Délégué du Gouvernement Basque formé fin 1943 et dont l'homme fort est Juan Ajuriaguerra.

Le rôle du Président Aguirre

Peu avant que le Président Aguirre fût obligé de se cacher en mai 1940 et son incroyable odyssee (voir Lema n°151), il avait réussi à forcer les partis politiques non nationalistes de son gouvernement à accepter le « principe d'obéissance basque », c'est-à-dire qu'ils s'engageaient à ne pas se soumettre à la discipline de leurs organisations étatiques espagnoles. Ceci ne manquera pas d'entraîner par la suite de graves tensions au sein de leurs partis ; ce sera particulièrement évident au sein du PSOE où coexistent plusieurs courants parmi lesquels le courant officiel avec Indalecio Prieto et celui de Santiago Aznar, fidèle à Aguirre.



Réunion du Gouvernement Basque. New-York 1945

Le 12 décembre 1943, à Mexico, plusieurs organisations basques signèrent un Pacte, réaffirmant leur union autour du Gouvernement d'Euzkadi pour après la victoire, reconstruire le Pays Basque sur des bases « démocratiques et progressistes ».

Dans son message de Noël 1943, depuis New-York, José Antonio Aguirre indiquait : « *Le Gouvernement qui partit d'Euzkadi dans des circonstances douloureuses y reviendra et après avoir rendu des comptes à son peuple, continuera son travail, jusqu'à ce que les Basques puissent exprimer à nouveau démocratiquement leur volonté* ».

Le 2 mars 1945 eut lieu à New-York, une réunion historique du Gouvernement Basque. Sous la présidence de José Antonio Aguirre, sont présents les conseillers Telesforo Monzón (PNV), Gonzalo Nárdiz (ANV), Santiago Aznar (socialiste) et Ramón María Aldasoro (Gauche Républicaine). Le Gouvernement ratifie le programme du 7 octobre 1936 et rejette toute solution non démocratique. Il proclame « *le droit du peuple basque à son gouvernement propre et au respect de sa volonté nationale librement exprimée* ». Ceci est valable aussi pour la Navarre qui pourra décider de son intégration au Statut d'Autonomie d'Euzkadi. Il décide de renforcer ses liens avec les peuples catalan et galicien et son appui à la cause démocratique espagnole en vue de la restauration de la République. Enfin, il affirme vouloir se tenir éloigné des disputes incessantes et si néfastes qui divisent les républicains espagnols.

Jean-Claude Larronde

Recevez désormais le Lema par courriel
Vous souhaitez recevoir votre magazine Lema en avance ?
Vous souhaitez recevoir des informations et des invitations de la part de la rédaction de Lema ?

C'est très simple : il vous suffit de nous faire parvenir votre adresse électronique à : contact@ejj-pnb.eu.
Et c'est tout. Alors, n'hésitez pas !





Les délégués à l'Assemblée Nationale d'EAJ-PNB



Iñaki IBARLOZA

65 ans, retraité, marié 1 enfant .
Adhérent depuis 1976, j'ai été membre de la Junta de Lapurdi. J'ai participé à la constitution actuelle du parti EAJ-PNB. Je suis conseiller municipal à Ciboure et délégué à la culture basque

à la CCSBP. Les membres m'ont mandaté à l'IBB durant 8 ans, président de l'IBB pendant 4 ans, délégué à l'Assemblée Nationale du parti, durant 8 ans.



Jon DOMINGUEZ RUIZ

57 ans, opérateur logistique, marié 3 enfants.
Adhérent depuis 1991



Jean Pierre ITHURBIDE

67 ans, retraité, marié, deux enfants.
Adhérent à EAJ-PNB depuis 2003, membre sortant de l'IBB



Ander DE IRALA

51 ans, Né à Donibane Lohitzun, ingénieur, marié à Igorre, deux enfants.
Adhérent depuis toujours ! Mon grand père maternel dansa l'auresku au premier Aberri Eguna et mon père fut secrétaire de la présidence au gouver-

nement d'Agirre, alors...

Délégué à l'Assemblée nationale de 2004 à 2007 et juge de 2008 à 2011.



Jean Pierre ETXEVERRY

Adhérent depuis 1995, trilingue
2 mandats à l'Assemblée Nationale
Tête de liste aux élections régionales de 1998 et aux élections cantonales de 2001

Par devoir

Cette fonction de délégué à l'Assemblée Nationale est d'abord acceptée par devoir. Iñaki Ibarloza rappelle qu' « il a été mandaté par la volonté des affiliés », Ander De Irala souligne qu' « en adhérant au Parti, on s'engage à travailler en fonction des choix des affiliés. C'est une grande responsabilité » mais aussi « un grand honneur ». Pour Jon Dominguez aussi : « j'ai accepté d'être délégué tout d'abord parce que j'ai été nommé par les affiliés d'Iparalde ».

C'est également une tâche gratifiante et intéressante parce que les délégués sont au centre de l'information et des grandes décisions. Pour Jean Pierre Ithurbide,

« c'est là où tout se débat et se décide, je suis fier d'assister à toutes les Assemblées et de représenter notre territoire d'Iparalde »
Ander De Irala souligne également que « c'est une façon de participer activement à la politique d'Euzkadi, en ces temps d'espoir ».
Jon Dominguez est également persuadé que « nous vivons des moments extraordinaires pour notre génération et celle de nos descendants ».

La foi en l'avenir

Ils ont des raisons de croire en l'avenir d'EAJ-PNB. Jean Pierre Ithurbide constate « l'évolution positive, en 10 ans, tant en interne qu'en externe. Nous sommes enga-

gés dans un processus de développement de nos idées et d'adhésion de la population d'Iparalde à nos postulats ». Iñaki Ibarloza fait confiance à une équipe « de personnes compétentes et dévouées pour agir ». Pour Ander de Irala « j'imagine un parti fort, travaillant pour une société plus juste regroupant les abertzale autour d'un projet unique au monde : Euzkadi ». Jon Dominguez tempère avec humour : « L'avenir d'EAJ en Pays Basque nord ne sera pas d'un effet aussi rapide que la découverte de la pénicilline. L'avenir d'EAJ en Pays Basque nord dépend de nous-mêmes, de notre capacité à communiquer et à convaincre la société. Je suis optimiste ».

Le juge territorial

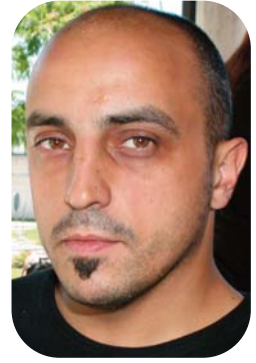


Jean Marc QUIJANO

Il a accepté cette fonction car : « je connais les statuts, je suis juriste de formation et je connais l'esprit jekide ». Pour lui, « Iparalde est une terre de modération et de dialogue. Les Basques sont conservateurs et modérés. Aussi je pense qu'EAJ a toute sa place. Il nous faut présenter un abertzalisme accueillant, souriant, ouvert, pour convaincre une population venue d'ailleurs, plus de gauche, un public bobo. »



David Navarro : « un autre modèle efficace »



David Navarro est un nouveau burukide de l'IBB. L'occasion de mieux le connaître.

Comment es-tu devenu alderdikide ?

Les premières années de ma vie de militant en Hegoalde m'ont permis de comprendre la charte et les valeurs du parti, grâce au réseau EAJ-PNB : l'humanisme, le respect, la tolérance, la défense de notre culture, l'environnement, les racines et les valeurs, l'engagement pour une Europe Unie et pour le développement du Pays Basque. J'ai vécu de près les années d'intolérance et de violence de l'extrême gauche, la passivité des gouvernements centralisés par des partis succursalistes et impersonnels dans la gestion de notre territoire. J'ai constaté que le seul parti constructif était EAJ-PNB.

J'ai vécu dans des pays et des cultures bien différentes. Je voyage constamment pour des raisons professionnelles. On est tous lassés par la politique. Les seuls qui défendaient notre développement national en Iparralde sont ceux qui sont en permanence dans la protestation.

Il est facile pour un jeune de ne pas s'engager. Après réflexion j'ai compris que pour notre génération et les générations futures, il est nécessaire que les jeunes participent de façon proactive. J'espère qu'en devenant burukide, d'autres jeunes aient envie de construire un Pays Basque uni et meilleur, qu'ils voient dans cette démarche personnelle, une opportunité unique de partager leurs idées dans un mouvement ouvert, proche, démocratique et constructif où tout le monde trouve sa place.

Quels sont selon toi les perspectives d'avenir d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord ?

L'avenir d'EAJ se fera par un développement constant et par l'ouverture. Notre Parti a

obtenu des résultats grâce à son esprit constructif. EAJ est à la pointe de la réflexion sur la Collectivité Territoriale sans rentrer dans des luttes de pouvoir et la confrontation. Le seul équilibre se situe à mi-chemin entre les extrêmes, avec une équipe motivée et ouverte. Nous réunissons les valeurs de tous les centristes du Pays Basque Nord. Nous serons le groupe politique qui rassemble tous les centristes et le principal moteur du développement du Pays Basque Nord.

Toi qui vis entre Iparralde et Hegoalde et qui voyage également, comment ressens-tu la société d'Iparralde ?

Cela fait des années que je vis dans les deux territoires historiques. La majorité de la société d'Iparralde n'a toujours pas intériorisé le concept d'autonomie. 20 ans de gouvernement autonome de notre parti en Hegoalde a fait du Pays Basque sud, une région exemplaire en Europe, par son dynamisme, sa gestion, son industrialisation, sa culture et son ouverture au monde. Un travail bien fait, loin des discours extrêmes et des partis bipolaires. Une gestion globale, une marge de décision et des compétences ont fait que le Pays Basque Sud se développe et soit aujourd'hui, en partie, épargné par la crise qui affecte l'Espagne.

Aujourd'hui, la société d'Iparralde a besoin de dynamisme, de compétences, de véritables échanges économiques, sociaux et culturels. L'extrême gauche a monopolisé le sentiment identitaire et s'est approprié sa défense. Tout cela, en transmettant une image de révolution, de lutte et de victimisme qui n'aide en rien notre peuple.

Les associations, les médias, les jeunes penseurs ont souvent adhéré et ont été manipulés par ce mouvement dit révolutionnaire qui a causé tant de dommages sans avoir conscience qu'un modèle modéré et démocratique défend d'autres valeurs et notre identité. Durant ces années, nous n'avons pas su transmettre le fait qu'une option ouverte à tous, démocratique, sans radicalisme est un vrai modèle de gouvernance efficace.

L'heure est venue pour que tous les citoyens d'Iparralde participent activement à un modèle représentatif des différentes sensibilités, protecteur de notre langue, de notre culture, qui fasse le pari d'un développement durable du Pays Basque, dans l'Europe des nations.

Un cliché associe encore abertzalisme à fermeture. Quel est ton avis ?

Sans trop approfondir le concept d'abertzalisme, néologisme créé par Sabino Arana, fondateur de EAJ, il s'agit du patriotisme qui évoque donc un sentiment d'appartenance. Depuis quelque temps, ce terme est utilisé dans les discours journalistiques et politiques dans l'expression de « gauche abertzale » pour désigner le nationalisme basque le plus extrême. Ce mouvement a également choisi cette expression pour s'auto-désigner.

EAJ fait évoluer le concept d'abertzale vers un modèle de défense de l'intérêt des Basques, ouvert à tous, dans le cadre d'une patrie intégratrice. Nous voulons transmettre un modèle d'abertzalisme, moderne, exemplaire dans l'intégration de notre culture et de nos valeurs en Europe.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@ejaj-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramunxo Camblong** 06 19 97 15 75 rxocamblong@hotmail.fr - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 daniel.camblong@wanadoo.fr - Saint-Jean-de-Luz, **Jean Aniotzbehère** 05 59 54 21 32



**Euzko Alderdi
Jeltzalea
Parti Nationaliste
Basque**



Imprimé sur papier recyclé